

Bulletin de liaison n°4 Juin 2021

Mesdames et Messieurs les adhérents du CIERV,

L'évolution de la situation sanitaire semble rendre possible la reprise progressive des activités du CIERV. Après dix-huit mois de quasi mise à l'arrêt, nous nous en réjouissons tous.

Anticipant cette reprise, nous avons préparé deux conférences pour cet été. La première aura lieu le **10 juillet à 16 heures**, au Centre culturel Valéry Larbaud à Vichy, dans le cadre de la commémoration du vote du 10 juillet 1940. Elle aura pour titre : « *Les parlementaires de l'Allier le 10 juillet 1940 ; Quels votes ? Quels déterminants ? Quelles conséquences ?* ». Elle sera présentée par le président du CIERV

La seconde aura lieu **26 août après-midi**, dans le cadre des commémorations de la libération de Vichy. Elle sera présentée par l'historien Marc Perrenoud, qui a contribué en 2020 à la réédition du livre de Walter Stucki « *La fin du régime de Vichy* ». L'action du diplomate suisse sera au cœur de son propos.

Par ailleurs, nous préparons activement les Rencontres du CIERV qui auront lieu le samedi 6 novembre et porteront sur l'histoire de la ville de Vichy et de ses habitants entre 1940 et 1944.

Nous espérons vous retrouver nombreux lors de ces trois manifestations qui marqueront, non une libération, comme cela a été parfois avancé avec quelque emphase, mais la reprise progressive et, espérons-le, dynamique, de l'élan qui était le nôtre avant mars 2020, pour avancer sur le chemin difficile d'une histoire de la période 1939-1945, débarrassée des tabous et des lieux communs de tous ordres qui encombrant les mémoires.

Pour le Conseil d'Administration du CIERV

Le Président, Michel Promérat

REPÈRES

22 MARS - 30 JUIN 1941

QUAND L'URSS AVAIT UN AMBASSADEUR À VICHY

Le 22 mars 1941, Alexandre Bogomolov, qui était depuis octobre de l'année précédente chargé d'affaires de l'URSS¹, est élevé au grade d'ambassadeur en France auprès des autorités de Vichy. Né en 1900, il a débuté par une carrière militaire à l'école du corps de commandement, avant de devenir en 1931 directeur du département du matérialisme historique à l'université de Moscou. Le simple énoncé de cette fonction le signale comme un adhérent discipliné au parti communiste de l'Union Soviétique et un adepte très orthodoxe de son idéologie. Le fait qu'il ait pu traverser sans encombre les années de la grande terreur stalinienne, puis gravir les échelons de la hiérarchie dans l'appareil d'Etat le signale, sinon comme un stalinien fanatique, du moins comme un haut fonctionnaire fidèle et obéissant, exerçant ses fonctions dans l'entourage de Molotov, ministre des Affaires étrangères, auprès de qui il sert à partir de 1939.

Le 25 avril, un mois après son arrivée à Vichy, il remet ses lettres de créance à Pétain au Pavillon Sévigné² et installe son ambassade dans un petit hôtel du vieux Vichy, l'hôtel de la Laure, situé dans la rue du même nom. Il est entouré d'un personnel diplomatique relativement important³ ; lorsqu'il devra quitter Vichy en juin, la presse signale la présence à ses côtés de soixante-quinze personnes. L'ambassadeur loge, avec son épouse et son jeune enfant, à l'Hôtel Astoria.

¹ Sa présence est signalée par Ivan Loiseau, le 6 septembre 1940 : « *La présence très visible à la tête du Corps diplomatique du chargé d'affaires des soviets* » à l'occasion d'une messe à la mémoire du roi Pierre II de Yougoslavie à l'église orthodoxe. *Souvenirs et témoignages : un témoin naturel et quotidien du Gouvernement de Vichy*, Cahiers bourbonnais. Moulins, 1974

² *La Croix*, 26 avril 1941.

³ Selon certaines sources, une partie du personnel de l'ambassade travaille boulevard Denière, à l'hôtel du Chêne vert.

Rétrospectivement, cette nomination et la présence d'une importante délégation de l'URSS à Vichy peuvent surprendre⁴. L'on sait en effet que les hommes qui composent l'ossature de l'Etat Français, par ailleurs parfois en opposition sur nombre de sujets, sont au moins en accord sur un point, le rejet absolu et radical du communisme. La plupart d'entre eux avaient, avant 1939, milité contre l'entrée en guerre avec l'Allemagne, par pacifisme sans doute, mais surtout parce que, dans leur esprit, la guerre ne pourrait que favoriser les desseins révolutionnaires de l'URSS. Ils avaient approuvé les décisions prises par les derniers gouvernements de la IIIe République d'interdire toutes les organisations communistes le 26 septembre 1939. Arrivés au pouvoir en juillet 1940, ces hommes de l'Etat Français, qu'il s'agisse de Pétain, de Laval ou d'autres, désignent les communistes comme des représentants de « l'Anti-France », aux côtés des Juifs et des Francs-maçons, les accusent de trahison et de manœuvres souterraines destinées à détruire la nation. Nombre de communistes sont arrêtés et internés, regroupés dans des camps en métropole (Mons, Nexon) ou en Afrique du Nord (Djelma, Bossuet). Les inspecteurs d'académie sont chargés d'« expurger » les écoles des instituteurs communistes ; celui de l'Allier est particulièrement zélé et nombre d'enseignants du département sont ainsi mutés, ou pour certains expédiés en Afrique du Nord ; c'est le cas, à Vichy, de Jacques Guillaumin, instituteur à l'école Paul Bert.

Lorsque Bogomolov arrive à Vichy, il représente donc un Etat dont les plus fidèles soutiens sont pourchassés par le pays qui l'accueille. La situation peut apparaître, à certains égards, étonnante, voire schizophrénique. L'on ne manquera pas de rétorquer que le fondement de toute diplomatie est d'établir des relations entre des Etats et non entre des idéologies politiques et que, quelles que soient leurs oppositions sur le fond, deux grands Etats doivent disposer de structures et de personnes, donc de contacts, leur permettant d'avoir une efficacité maximale dans la défense de leurs intérêts. L'on peut faire valoir également qu'en mars 1941, la situation internationale présente encore quelques caractères paradoxaux. Depuis le 23 août 1939 et la signature du pacte germano-soviétique, l'URSS est un allié objectif de l'Allemagne nazie, avec laquelle il a partagé la Pologne et pratique des échanges commerciaux. La France de Vichy, engagée dans la collaboration avec l'Allemagne depuis Montoire, se trouve donc, bien malgré elle, partie prenante de cette étrange association. Elle n'a d'ailleurs aucunement protesté contre l'occupation des pays baltes par l'URSS en juillet 1941 et accepte sans barguigner que tous les avoirs baltes en France, notamment leurs réserves d'or, soient attribués à l'URSS. Celle-ci, à cette date, continue à proclamer sa neutralité dans le conflit anglo-allemand, tout en dénonçant une guerre impérialiste, ce qui est une façon de s'en prendre à la Grande-Bretagne, rejoignant ainsi l'anglophobie des caciques de Vichy.

L'on peut également mettre en avant le confusionnisme idéologique qui a gagné une partie des acteurs de la période ; il a conduit à la fois certains dirigeants du PCF clandestin à demander aux autorités d'occupation la réparation de *L'Humanité* et quelques anciens communistes, en rupture avec le parti, à s'engager dans la collaboration, au terme de parcours erratiques. Ce confusionnisme peut, eu égard à la complexité de la situation nationale et internationale, trouver quelques explications, sinon des justifications, à l'étrange pas de deux entre Moscou et Vichy.

Il faut cependant aller plus loin et trouver à la présence, curieuse, d'un ambassadeur soviétique à Vichy, quelques explications plus rationnelles. Après tout, d'autres Etats, mettant en cohérence leur pratique diplomatique avec leurs convictions idéologiques, n'ont pas, à cette date, de relations avec l'URSS : c'est le cas de l'Espagne, du Portugal ; la Suisse qui n'a aucune représentation diplomatique à Moscou depuis 1918. Alors, pourquoi la France de Vichy ? Qu'attendent les deux partenaires de telles relations ?

Du côté soviétique, autant que l'on puisse le savoir, l'on considère la France comme le principal pourvoyeur de l'Allemagne en vivres et en matières premières. Même si l'URSS croit encore au respect du pacte de 1939 par l'Allemagne, il s'agit de veiller à ce que ce partenaire, qui pourrait un jour être un adversaire, ne devienne pas trop puissant, et donc que la collaboration mise en place par Vichy ne lui en donne pas les moyens.

Du côté français, il semble qu'une partie des diplomates et de l'entourage de Pétain souhaite conserver un lien avec Moscou, afin de maintenir un contrepoids face à l'Allemagne, au nom de la diplomatie traditionnelle de l'équilibre entre les puissances européennes. C'est semble-t-il la position de Baudouin, ministre des Affaires étrangères de juin à octobre 1940, qui a adressé un courrier à Moscou le 24 août 1940 afin de demander la venue d'un ambassadeur de plein rang à Vichy. C'est aussi celle d'Erik Labonne, ambassadeur de France à Moscou, qui demeure un peu livré à lui-même, privé de directives claires par sa hiérarchie. Il est de toute façon hors de question d'aller bien loin dans un rapprochement, tant pour des raisons idéologiques que pour des motifs

⁴ Elle est annoncée assez discrètement et ne fait pas la une des journaux. *La Montagne* du 22 mars 1941 l'annonce en trois lignes en page 2.

géopolitiques. Lorsque, remettant ses lettres de créance, Bogomolov affirme vouloir améliorer les relations entre les deux pays, Pétain lui répond souhaiter seulement « les maintenir ».

Peu de temps après l'installation de Bogomolov à Vichy, les relations se détériorent. Labonne quitte son poste à Moscou où il est remplacé par Gaston Bergery le 5 avril. Les ambiguïtés prennent fin le 21 juin 1941, lorsque les troupes allemandes pénètrent en territoire soviétique en application du plan Barbarossa. Il semble que, dans un premier temps, Pétain qui reçoit Bogomolov à l'hôtel du Parc le 23, n'ait pas souhaité la rupture. Mais la pression allemande, celle exercée par Darlan, le poussent dans cette voie, sans aller pour autant jusqu'à déclarer la guerre. Le communiqué officiel accuse les représentants de l'URSS à Vichy d'exercer « *une action attentatoire à l'ordre public et à la sécurité de l'Etat* ». La presse qui reprend les textes qui lui sont fournis par l'Office Français d'Information (OFI) relaie ce discours : « *la rupture des relations de la France avec les Soviets [...] doit être considérée comme un geste de sauvegarde nationale. La France réagit ainsi contre l'Etat qui se promettait d'utiliser ses agents diplomatiques et consulaires pour troubler l'ordre public et chercher à saper la sécurité publique. La France prend donc à l'égard du communisme international une position de défense européenne* »⁵.

Bogomolov doit quitter Vichy le 30 juin. Il a préalablement demandé à l'ambassadeur des Etats-Unis d'assurer la protection des intérêts soviétiques, ce que Leahy, après avoir consulté Cordell Hull, son secrétaire d'Etat, déclare ne pouvoir accepter. Mais il lui obtient un délai de vingt-quatre heures pour mieux organiser son voyage avec un enfant en bas âge⁶. Les avoirs soviétiques en France sont bloqués. Il faut, avant le départ, régler quelques problèmes matériels ; que faire des véhicules utilisés par l'ambassade ? Il est décidé d'un échange : les véhicules français à Moscou passent aux mains de l'URSS, ceux des Soviétiques en France aux mains des Français. C'est ainsi qu'est récupérée une Buick, qui va échoir au ministre de la justice, Joseph Barthélemy, suscitant la jalousie de Darlan, très attaché comme on le sait aux choses matérielles et mari de ne pas être en possession de la plus belle automobile de Vichy.⁷

Le 1^{er} juillet, Bogomolov et 75 membres de l'ambassade, partent en train spécial, accompagnés par le chef du protocole, Mr De Beauverger et par un conseiller d'ambassade, Mr de Nerciati, jusqu'à Cerbère (la bien-nommée), dans le but de gagner l'URSS par la mer ; ils devront changer de direction, officiellement en raison de l'insécurité en Méditerranée. Ils gagnent Menton où ils sont bloqués jusqu'au 19 juillet, puis l'Italie, la frontière bulgare-turque à Svilengrad, Andrinople (Edirne), et enfin l'URSS. La presse collaborationniste ne manque pas de se réjouir bruyamment de ce départ et glose sur l'importance des bagages emportés par les diplomates, accusés de céder à la tentation des biens matériels, en contradiction avec leurs idéaux. Parmi d'autres exemples, l'article du *Matin* du 16 juillet 1941 sous le titre « *Débandade soviétique à Vichy* » : « *L'hôtel où, rue de la Laure, était installée l'ambassade des Soviets est aujourd'hui désert. La plaque rouge qui indiquait son affectation diplomatique a été enlevée et un agent monte paisiblement la garde. Lors de la perquisition qui suivit le départ de l'ambassadeur, on saisit des caisses de documents qui prouvent que les Soviets se livraient encore, à l'abri de l'immunité diplomatique, à une néfaste activité de propagande. Soixante-quinze Russes, outre le camarade Bogomolov, quittèrent Vichy dans la nuit du 30 juin au 1er juillet. Ils emportèrent avec eux deux camions de bagages hétéroclites, des tas de malles, de valises, de paniers pleins de paperasses, au milieu desquels émergeaient des guitares, des balalaïkas et, même des sacs de pommes de terre. A la gare, certains de ces sacs s'étant ouverts, on vit les diplomates russes se précipiter pour ramasser sur le quai les précieux tubercules. « Et on les leur laisse emporter », s'écriait une femme. « C'est un peu fort ! ». Ils laissaient bien d'autres choses. Dans la cave de l'ambassade on trouva des monceaux de provisions. Il y avait là de tout, s'indignait un brave garde mobile. Des conserves de tous genres, de veau, de bœuf, du lard, du lait condensé et 100 kilos de beurre salé s'y entassaient. Mais il n'y avait pas, dans cette cave, que des provisions. On y retrouva également les débris d'un poste émetteur clandestin. Si le personnel attaché à l'ambassade de Vichy était nombreux, il se complétait dans tout le pays par une multitude d'agents. Les Soviets comptaient, en France quatre-vingts attachés commerciaux répartis dans les diverses régions industrielles. Ils ne nuiront plus. Enfin, sur 30.000 communistes, agents des cadres appointés du Komintern, 19.300 sont sous les verrous. En outre, les internements administratifs s'élèvent à 6.000. Le gouvernement du Maréchal entend libérer complètement le pays de la propagande soviétique* ».

A Moscou, Gaston Bergery et ses quarante-deux collaborateurs connaissent quelques mésaventures avant leur départ (ils sont retenus jusqu'au 16 juillet), puis, dans un pays en guerre et qui subit l'invasion allemande, ils atteignent la Turquie par Leninakan (actuelle Gyumri en Arménie), gagnent Ankara, puis Istanbul, Svilengrad,

⁵ *Le Moniteur du Puy de Dôme*, 1^{er} juillet 1941.

⁶ Amiral Leahy, *J'étais-là*, page 52.

⁷ Joseph Barthélemy, *Ministre de la Justice 1941-1943*, Pygmalion-Gérard Watelet, 1989, page 84.

Sofia et n'arrivent à Vichy que le 10 août après un périple de près d'un mois, après avoir été victimes d'un accident ferroviaire en Bulgarie le 1^{er} août.

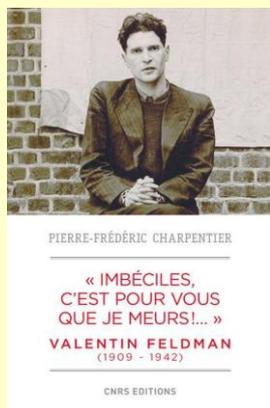
A Vichy même, cette rupture diplomatique a des conséquences pour la communauté russe, forte de plus de 300 personnes, soit la plus forte population étrangère après les Italiens. Plus de 250 d'entre eux, considérés comme suspects a priori, sont arrêtés et internés au stade municipal, de façon parfaitement arbitraire ; la plupart sont en effet des Russes-Blancs, venus après 1917, et totalement hostiles au communisme. Maurice Martin du Gard décrit cette situation ubuesque : « *On boucle à Vichy tous les Russes dans un camp de concentration improvisé au Vélodrome, les Russes-Blancs stupéfaits de ce qui leur arrive, certains, plongeurs, cuisiniers, depuis vingt ans dans les hôtels. L'octroi, les ponts, les routes et les moindres chemins alentour sont gardés militairement et l'on demande leurs papiers aux promeneurs inoffensifs*⁸ ». Pierre Nicolle confirme cette atmosphère obsidionale : « *Le soir, Vichy après une journée de nombreuses visites policières, voit partir toute l'ambassade soviétique sous la haute surveillance de la Sûreté nationale. A minuit, un train spécial emporte tous les représentants des Soviets, cependant qu'au stade sont déjà parqués plus de deux cents cinquante suspects arrêtés au cours de la journée* »⁹. Leur interpellation ne dure que quelques jours et ils sont libérés assez rapidement.

Avec ce départ, l'ambiguïté qui avait prévalu pendant plusieurs mois prend fin. L'anticommunisme de Vichy peut désormais s'exprimer sans limite, la propagande anticommuniste se déployer à grands flots. C'est dans les jours suivants que Pétain autorise la création de la Légion des Volontaires contre le Bolchevisme (LVF). En miroir, la position des communistes français se clarifie ; ils peuvent entrer en résistance contre l'Allemagne et contre Vichy. L'URSS entame son rapprochement avec les Etats-Unis et le Royaume-Uni, abandonnant le slogan de la guerre impérialiste.

Quant à Bogomolov, après un court séjour en URSS, il reprend son activité diplomatique ; il est nommé ambassadeur auprès de la France Libre, avant de l'être auprès du gouvernement français entre 1944 et 1950. Il est le seul diplomate à avoir servi auprès des deux autorités politiques qui ont gouverné la France entre 1940 et 1945¹⁰.

NOTE DE LECTURE

Pierre-Frédéric CHARPENTIER : *Imbéciles ! C'est pour vous que je meurs ; Valentin Feldman, 1909-1942*, CNRS éditions, 2021, 25 euros.



Le 3 décembre 1851, le député Baudin, qui tentait de s'opposer au coup d'Etat de Louis Napoléon Bonaparte, s'adressait au peuple parisien depuis la barricade de la rue Sainte Marguerite et s'écriait « *Vous allez voir comment l'on meurt pour 25 francs*¹¹ » ; ces dernières paroles avaient ensuite nourri pendant des décennies le légendaire républicain. Le 27 juillet 1942, comme en écho, probablement involontaire, Valentin Feldman, s'adressant aux quatre soldats qui vont le fusiller, leur lance « *Imbéciles, c'est pour vous que je meurs* ». La phrase servit durant les années cinquante et soixante à l'édification des jeunes communistes, sommés de se placer à la hauteur du courage et de l'héroïsme de ce militant, décrit comme exemplaire de l'engagement d'un parti qui se présentait alors comme celui des « 75000 fusillés ».

La biographie, chaleureuse, parfois émouvante et très empathique, que Pierre-Frédéric Charpentier consacre à Valentin Feldman remet en lumière le parcours d'un homme, dont la vie, trop courte, est comme un concentré des drames de la première moitié du vingtième siècle ; une vie que l'éloignement temporel mais aussi l'effacement de la mémoire communiste comme de la mémoire résistante avaient peu à peu estompée.

Né en 1909 à Saint Pétersbourg, dans une famille juive venue d'Ukraine (Odessa et Kherson), Valentin Feldman grandit dans un milieu aisé et cultivé, que les drames familiaux – la mort accidentelle de son père en 1916-, puis la tourmente politique et militaire qui affecte la Russie entre 1917 et 1921, vont briser, contraignant le jeune

⁸ Maurice Martin du Gard, *Chronique de Vichy*, Flammarion, 1992, page 206.

⁹ Pierre Nicolle, *Cinquante mois d'armistice*, André Bonne, 1947, page 278.

¹⁰ Walter Stucki, qui avait représenté la Suisse de 1936 à 1944, ne fut pas autorisé par le gouvernement français à demeurer à son poste à la Libération. Sa trop grande proximité avec Pétain, qu'il ne cache pas dans son ouvrage, *La fin du Régime de Vichy* (La Baconnière, 1947, réédition 2020) fut estimée incompatible avec les exigences de la fonction.

¹¹ L'indemnité parlementaire était alors de 25 francs par jour.

Valia et sa mère à quitter leur pays natal pour la France, pour y vivre une existence marquée par la pauvreté, au cœur du Quartier Latin. Sauvé par son goût de l'étude, sa précocité intellectuelle et aussi par la méritocratie républicaine, dont on ne dira jamais assez l'importance, Valentin accomplit sa scolarité au lycée Henri IV, puis entame des études de philosophie en Sorbonne. Dans ce milieu lycéen puis étudiantin, il croise quelques sommités intellectuelles de l'époque, d'Alain à Victor Basch et fréquente des jeunes gens appelés à de hautes destinées, Claude Lévi-Strauss, Simone Weil, Simone de Beauvoir, Jean-Paul Sartre, René Zazzo, Paul Nizan, Jacques et Jean-Pierre Vernant, José Corti, Robert Marjolin, Jacques Soustelle, Maurice Schumann, parmi bien d'autres. Précocement engagé dans la vie intellectuelle du Quartier Latin, il collabore à de nombreuses revues (*La revue de Synthèse*), participe à des émissions radiophoniques et commence à publier : une traduction de *Et l'acier fut trempé* de Nicolas Ostrovski, roman marqué par une absolue orthodoxie communiste, puis un ouvrage sur *L'esthétique française contemporaine* ; il s'engage dans une thèse de philosophie sous l'égide de Victor Basch. Parallèlement, parce qu'il faut bien vivre, il entre dans l'enseignement, métier qu'il exerce avec passion et efficacité, aux dires de sa hiérarchie, d'abord à Laon, puis à Fécamp.

Dans une France bousculée par la crise économique, puis par les manifestations du 6 février 1934, il ne pouvait guère demeurer à l'écart de l'engagement politique. Celui-ci commence à la SFIO, probablement sous l'influence de Victor Basch, et le situe à la gauche de celle-ci, proche de Zyromski et de la « *Bataille socialiste* » ; en parallèle, il est actif au sein d'organismes tels que le Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes. Soutenant le Front populaire, il marque sa déception face à la politique menée par la SFIO à l'égard de l'Espagne et se rapproche du parti communiste, dont il va épouser les causes et les slogans. Le philosophe devient alors militant et relaie, sans beaucoup de nuances, les directives du parti, qui sont en fait celles de Moscou, sur un mode d'obéissance très orthodoxe : antinazisme, hostilité aux accords de Munich.

Déstabilisé par le pacte germano-soviétique du 23 août 1939, il semble s'éloigner quelque temps du parti, jusqu'à s'engager dans l'armée française en septembre 1939, malgré une insuffisance cardiaque, et ce alors que le PCF continue à dénoncer une « *guerre impérialiste* ». Ce temps du doute sur son parti est cependant de courte durée ; après sa démobilisation en juillet 1940, il revient dans le giron et s'engage dans un militantisme actif à Dieppe où il est affecté comme professeur. Dans une ville où le parti communiste est fortement implanté, il engage au sein de l'Organisation Spéciale (OS), dès 1940, une propagande, certes en conformité absolue avec les directives du PCF à un moment où l'URSS affirme encore sa neutralité, mais dans laquelle on commence à déceler quelques accents antiallemands, absents jusque-là.

L'été 1941 est un tournant pour Valentin Feldman. A titre personnel d'abord ; le second statut des Juifs de juin 1941 conduit à son exclusion de l'enseignement, à laquelle il répond par une lettre à sa hiérarchie, d'une ironie féroce et implacable, qui est un morceau d'anthologie. Sur le plan politique, l'invasion de l'URSS en juin fait sortir le PCF des équivoques dans lesquelles il était engoncé depuis 1939. Pour Feldman, commence le temps de la vie clandestine, où le philosophe devient homme d'action. Il rédige un journal clandestin à Dieppe, *L'Avenir normand*, puis participe à une revue, *La Pensée Libre*, dont le titre est tout un programme, mais surtout à des actions frappant l'occupant et ses soutiens : ainsi, en janvier 1942, pour la destruction d'une usine qui, dans la banlieue de Rouen, travaille pour la Luftwaffe. C'est à la suite de cette opération qu'il est arrêté, trahi par un guetteur recruté à cette occasion. Après plusieurs mois de prison, il est condamné à mort, puis fusillé au Mont Valérien le 27 juillet 1942 en compagnie de trois autres communistes, Léon Pakin, Elie Wallach et Lucien Tessel.

Sa mort le transfigure en héros que le parti communiste ne manque pas de célébrer, pendant la guerre, puis après la Libération. Aux côtés de Georges Politzer, de Jacques Solomon, de Danielle Casanova, de Gabriel Péri, des 27 de Châteaubriant (parmi lesquels Guy Moquet), il est l'une des incarnations du sacrifice consenti par les communistes, mais aussi le symbole de l'engagement d'un intellectuel au service de la cause prolétarienne et martyr de celle-ci (au double sens du terme, témoin et victime). L'on peut affirmer que sa mémoire est instrumentalisée par un parti habile en la matière. Son action et ses derniers mots deviennent des *exempla* pieusement repris, y compris par des plumes prestigieuses (Aragon, Eluard) dans la presse communiste et par les compagnons de route. Cette « construction » du héros, qui est une constante des régimes et des partis communistes des années cinquante, aurait à coup sûr, mérité de plus amples développements dans l'ouvrage. L'on regrettera également que le livre n'aborde pas un sujet dont l'absence, dans le contexte de 2021, peut apparaître étonnante. Quel fut le rapport de Valentin Feldman à la judéité ? Né dans une famille juive, a-t-il eu une pratique religieuse ? Est-ce l'engagement dans le communisme qui l'aurait conduit à s'en éloigner ? Surtout, quelle part sa judéité a-t-elle eu dans son engagement résistant ? La lecture du livre laisse à penser que, selon un

schéma déjà analysé par Annette Wieviorka¹², la volonté de défendre le communisme et l'URSS l'emporta souvent sur le combat pour la défense des Juifs.

C'est cette existence brève que Pierre-Frédéric Charpentier relate dans un livre de facture classique, sans doute souvent insuffisamment critique, qui remet à l'honneur une figure oubliée, dont l'engagement apparaît rétrospectivement parfois très dogmatique, mais dont la fin tragique appelle le respect, quelle que soit l'opinion que l'on porte sur ses choix politiques. L'on relira avec profit son *Journal de Guerre*, tenu du 3 janvier 1940 jusqu'au 6 décembre 1941, qui est aujourd'hui l'œuvre principale de ce jeune homme au destin brisé¹³.

DEUX OUVRAGES RÉCENTS

Sylvie LINDEPERG, *Nuremberg. La bataille des images*, Payot, « Histoire », 2021, 528 pages, 25 €, numérique 19 €.

Sylvie Lindeperg, spécialiste du cinéma en temps de guerre et autrice de nombreux ouvrages sur le sujet, évoque dans le présent *opus*, moins le procès de Nuremberg lui-même, les chefs d'accusation ou les verdicts, que la préparation matérielle de ce qui était voulu comme « une bataille des images » selon les mots de Stuart Schulberg, membre de l'OSS (*Office of Strategic Services*) et second du procureur américain Jackson dans ces préparatifs d'un procès-spectacle : choix du lieu (la salle 600 du palais de justice de Nuremberg qu'il faut rénover), mise en place d'un système de traduction simultanée en quatre langues, installation d'une salle de presse, agencement subtil de la salle d'audience, emplacement des photographes, des caméras et du public dans une salle exigüe qui doit accueillir 22 accusés, 16 avocats, 8 juges, quatre équipes d'accusation.

Le procès place l'image au centre de son déroulement : pour la première fois dans l'histoire judiciaire, les archives filmées recueillies par l'équipe de John Ford servent l'accusation. Les débats seront filmés par des militaires du *Signal Corps*. Ces nouveautés techniques, jointes aux innovations dans l'ordre juridique, font donc du procès un moment important dans l'histoire de la justice internationale.

Claire ANDRIEU, *Tombés du ciel, le sort des pilotes abattus en Europe, 1939-1945*, Tallandier/Ministère des Armées, 512 pages, 2021, 23, 90 euros, numérique 17 euros.

Le sauvetage, puis la cache d'aviateurs ou parachutistes alliés abattus par les chasseurs allemands fut, dans les années soixante, l'un des *topoi* les plus répandus dans le cinéma français, trop souvent selon une veine qui se voulait comique et ne l'était pas toujours. On s'étonne donc que ces faits, réels et nombreux, n'aient pas fait jusqu'à ce jour l'objet d'une étude scientifique approfondie ; c'est désormais chose faite avec le livre de Claire Andrieu qui s'intéresse aux cas de ces quelques cent mille aviateurs tombés au sol au Royaume-Uni, en Allemagne et donc en France, et à la diversité des traitements qui leur furent réservés.

L'autrice, spécialiste de l'histoire de la Résistance, montre que, dans la France occupée, souvent dès 1941, bien des civils deviennent des « *helpers* » pour les aviateurs britanniques auxquels ils fournissent soins, nourriture et vêtements. Elle montre ainsi que, au-delà du noyau très minoritaire des résistants organisés en réseaux ou mouvements, existe tout un halo dans la population qui les soutient par des formes d'aides multiples, leur permet ainsi de se développer, et témoigne que, très tôt, contrairement à l'image de veulerie et de soumission qui a souvent été propagée, une grande partie de l'opinion rejette l'occupation et ceux qui prônent la collaboration. C'est dire la richesse de cette étude, dont on se demande pourquoi elle ne vient qu'aujourd'hui.

¹² Annette Wieviorka, *Ils étaient juifs, communistes et résistants*, 1986, réédition Perrin 2018.

¹³ Valentin Feldman, *Journal de Guerre (1940-1941)*, Farrago, 2006.

Bulletin d'adhésion Année 2021

Centre International d'Études et de Recherches de Vichy sur l'histoire de la France de 1939 à 1945

Association soumise à la loi du 1^{er} juillet 1901 et au décret du 16 juillet 1901

À remplir par l'adhérent (exemplaire à conserver par l'association)

Nom : Prénom :

Adresse :

.....

Code postal : Ville :

Tél. :

Courriel ¹⁴@.....

Je déclare vouloir renouveler mon adhésion. Celle – ci est gratuite en 2021 pour les personnes qui étaient adhérentes en 2020.

Je déclare par la présente souhaiter devenir membre de l'association C.I.E.R.V. Je verse la somme de **10 euros** (chèque à l'ordre du CIERV).

À ce titre, je déclare reconnaître l'objet de l'association, et en avoir accepté les statuts qui sont mis à ma disposition dans les locaux de l'association. J'ai pris bonne note des droits et des devoirs des membres de l'association, et accepte que le C.I.E.R.V. détienne dans son registre mes adresses, postale et électronique, qu'il s'engage à ne pas divulguer et dont il ne fera autre aucun autre usage que celui lié au fonctionnement normal de l'association.

Je verse une cotisation de soutien d'un montant de.....euros.

L'adhésion permet l'entrée gratuite à toutes les manifestations organisées par le CIERV au cours de l'année 2021.

Fait à :, leSignature (Faire précéder de la mention « Lu et approuvé »)

Les informations recueillies sont nécessaires pour votre adhésion. Conformément à la loi « Informatique et Libertés » du 6 janvier 1978 et au règlement n° 2016/679, dit règlement général sur la protection des données (RGPD), vous avez un droit d'accès et de rectification aux données personnelles vous concernant. Pour l'exercer, adressez-vous au secrétariat de l'association.

Le bulletin d'adhésion doit être adressé par courrier postal à **Mr Le Président du CIERV, 20 Rue de la Croix de Pierre 03200 Le Vernet**

¹⁴ Veiller à écrire **TRES LISIBLEMENT** l'adresse électronique

DATES A RETENIR

Vendredi 25 JUIN 2021

10 heures 30

Cérémonie d'hommage à Jean Zay

MOLLES

Carrière des Malavaux

SAMEDI 10 JUILLET 2021

16 heures

Centre Culturel Valéry Larbaud Vichy

Les Parlementaires de l'Allier le 10 juillet 1940. Déterminants d'un vote et destinée politique.

Michel PROMÉRAT, Président du CIERV

JEUDI 26 AOÛT 2021 APRÈS-MIDI

Le rôle de Walter STUCKI, ambassadeur de Suisse à Vichy de 1940 à 1944.

Marc PERRENOUD, Université de Lausanne

Le lieu et l'horaire seront précisés ultérieurement

SAMEDI 6 NOVEMBRE 2021

9 HEURES-17 HEURES

5^e RENCONTRES DU CIERV

Vichy et les Vichysois de 1939 à 1945

Le lieu, l'horaire et le programme seront précisés ultérieurement

N'oubliez pas de consulter le site de l'association :

<https://cierv-vichy.fr/>

[Ce bulletin est en ligne sur le site du CIERV](https://cierv-vichy.fr/)

Le prochain bulletin de liaison du CIERV sera disponible mi-septembre